

Rapport de gestion de

GOODFOOD MARKET CORP.

Trimestre clos le 30 novembre 2017

Table des matières

Base de présentation	3
Déclarations prospectives	3
Perspectives commerciales et hypothèses.....	4
Faits saillants du premier trimestre de l'exercice 2018	4
Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS.....	5
Résultats d'exploitation – Trimestres clos les 30 novembre 2017 et 2016.....	8
Situation financière	9
Situation de trésorerie et sources de financement.....	10
Principales données trimestrielles	12
Gestion des risques financiers	12
Risque d'entreprise	12
Exigences additionnelles en matière de financement	13
Arrangements hors bilan	13
Instruments financiers	13
Données sur les actions en circulation	14
Information sectorielle	14
Estimations comptables critiques	14
Récents prises de position comptable	14
Contrôle interne à l'égard de l'information financière.....	14

Base de présentation

Ce document a été préparé afin de fournir un rapport de gestion portant sur la situation financière de Goodfood Market Corp. (« Goodfood » ou la « Société ») au 30 novembre 2017 et sur les résultats d'exploitation de la Société pour le trimestre clos à cette date. Ce rapport de gestion, daté du 10 janvier 2018, contient des informations disponibles à ce moment. Toutes mentions dans le présent rapport de gestion à l'exercice 2018 et à l'exercice 2017 se rapportent respectivement à l'exercice clos le 31 août 2018 et à l'exercice clos le 31 août 2017. Le présent document doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 août 2017 et les états financiers intermédiaires résumés de la Société et les notes y afférentes du trimestre clos le 30 novembre 2017. Tous les montants sont libellés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière figurant dans le présent rapport de gestion est établie conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Certaines mesures financières utilisées dans le présent rapport de gestion n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS, dont celles-ci : « ventes de marchandises brutes », « bénéfice brut ajusté », « marge brute ajustée », « BAIIA », « BAIIA ajusté », « marge du BAIIA ajusté », « perte nette ajustée » et « perte par action ajustée ». Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus comparables, selon le cas, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comporte des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada, y compris entre autres des informations sur nos objectifs et les stratégies que nous mettons en œuvre pour les réaliser, de même que des renseignements quant à nos croyances, nos plans, nos attentes, nos perspectives, nos estimations, et nos intentions. On reconnaît les déclarations prospectives à l'utilisation de mots ou d'expressions tels que « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « envisager », « prévoir », « croire » ou « poursuivre », ainsi qu'à l'emploi du futur ou du conditionnel, la formulation négative de ces mots et expressions, y compris des références à des hypothèses, bien que ce ne soit pas toutes les déclarations prospectives qui englobent ces mots et expressions. Les déclarations prospectives ont pour but d'aider le lecteur à comprendre la Société, ses activités, son exploitation, ses perspectives et les risques qu'elle encourt à un moment donné dans le contexte d'événements passés et futurs possibles; par conséquent, le lecteur est avisé que cette information pourrait ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et elles peuvent comporter un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont indépendants de notre volonté et qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont présentés dans de telles déclarations prospectives. Ces risques et incertitudes comprennent notamment les facteurs de risque suivants dont il est question plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 disponible sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com : des antécédents limités en matière d'exploitation, des flux de trésorerie négatifs liés aux activités d'exploitation, l'industrie alimentaire, les inquiétudes suscitées quant au contrôle de la qualité et à la santé, la conformité réglementaire, la réglementation de l'industrie, les questions de santé publique, les rappels de produits, une atteinte à la réputation de Goodfood, les perturbations dans le transport, la responsabilité associée aux produits, la possession et la protection de la propriété intellectuelle, l'évolution du secteur d'activité, la dépendance envers une seule installation, les activités syndicales et la dépendance à l'égard de la direction. Ces facteurs peuvent avoir un impact sur l'atteinte des cibles de croissance, la concurrence, la disponibilité et la qualité des matières premières, le nombre restreint de produits, la réglementation en matière d'environnement et de santé et sécurité des membres du personnel, les interruptions ou les failles en matière de sécurité en ligne, la fiabilité des centres de données, la conformité des permis d'approvisionnement libre, les besoins futurs en capitaux, le risque d'exploitation et le risque assuré, la gestion de la croissance, les conflits d'intérêts, les litiges et les sinistres catastrophiques. Bien que les déclarations prospectives contenues dans les présentes soient fondées sur des hypothèses que nous considérons comme étant raisonnables, les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier indûment puisque les résultats réels peuvent être différents de ces déclarations. Lors de la préparation des déclarations prospectives, certaines hypothèses ont été posées concernant la disponibilité des sources de financement, le rendement de l'entreprise, la conjoncture et la demande des clients. Par conséquent, toutes les déclarations prospectives contenues dans les présentes sont visées par les mises en garde qui précèdent et rien ne garantit que les résultats ou les événements prévus se réaliseront ou, même s'ils sont essentiellement réalisés, qu'ils

auront les conséquences et les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf indication contraire, ou si le contexte ne l'exige autrement, les déclarations prospectives ne sont valides qu'à la date où elles sont faites, et nous déclinons toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser pour tenir compte de nouveaux renseignements, des événements futurs ou autrement, sauf si la loi nous y oblige.

Perspectives commerciales et hypothèses

Survol de la Société

Goodfood est un service de livraison de repas prêts à cuisiner qui connaît une croissance rapide. La compagnie livre chaque semaine à ses abonnés tous les ingrédients frais nécessaires à la préparation de repas délicieux. L'objectif de l'entreprise est de simplifier la préparation cuisine, en laissant aux utilisateurs tout le plaisir : cuisiner, partager avec les amis et la famille et savourer. Les abonnés sélectionnent en ligne leurs recettes favorites parmi une large sélection de repas originaux. La Société prépare ensuite un panier personnalisé d'ingrédients frais et effectue la livraison chez l'abonné. Les recettes sont faciles à suivre et présentées étape par étape. La principale installation de production et les bureaux administratifs de la Société se situent à Montréal, au Canada. Au 30 novembre 2017, Goodfood comptait 45 000 abonnés actifs.

Perspectives financières

L'industrie du service d'abonnement aux paniers-repas est devenue l'un des secteurs affichant la plus forte croissance dans le monde et elle demeure relativement récente au Canada. En conséquence, Goodfood est d'avis qu'il existe d'importantes occasions d'accroître rapidement sa base d'abonnés en investissant dans des campagnes de marketing très ciblées, dans l'élargissement des capacités et dans l'établissement d'une plateforme nationale. À mesure que la Société augmente sa base d'abonnés, la direction est certaine que Goodfood pourra réaliser des économies d'échelle, ce qui contribuera à l'amélioration de la rentabilité. De plus, avec l'ouverture attendue d'une installation de production dans l'Ouest canadien au premier semestre de l'année civile 2018, la direction prévoit que la Société accroîtra sa base de clients et commencera à servir des clients de l'Ouest canadien au cours de l'exercice 2018.

Ces objectifs s'appuient sur des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté. Ces risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ses objectifs. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Déclarations prospectives » et « Risques d'entreprise » du présent rapport de gestion.

Faits saillants du premier trimestre de l'exercice 2018

Faits saillants - Comparaison du trimestre clos le 30 novembre 2017 et du trimestre clos le 30 novembre 2016

- Les produits ont augmenté de 9 043 414 \$, ou 412 %, pour atteindre 11 235 882 \$. Les ventes de marchandises brutes ont grimpé de 10 719 214 \$, ou 419 %, pour atteindre 13 275 000 \$.
- Au 30 novembre 2017, on comptait 45 000 abonnés actifs, un bond de 37 000 abonnés, ou 463 %, par rapport au 30 novembre 2016, et une augmentation de 14 000 abonnés, ou 45 %, par rapport au 31 août 2017.
- La marge brute s'est accrue de 18,3 %, soit une amélioration de 3,3 points de pourcentage. La marge brute ajustée a atteint 30,9 %, soit une amélioration de 3,8 points de pourcentage. Le bénéfice brut s'est chiffré à 2 060 264 \$, en hausse de 1 731 891 \$.
- La marge du BAIIA ajusté s'est établie à (20,6) %, soit une baisse de 2,3 points de pourcentage. La perte nette ajustée a augmenté de 1 985 039 \$ pour s'établir à 2 406 736 \$. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont atteint 1 393 730 \$, soit 1 348 330 \$ de plus.
- En septembre 2017, la Société a réalisé avec succès le transfert des activités de production vers sa nouvelle installation de Montréal, ce qui a donné lieu à une augmentation de la production et au renforcement de la capacité de la Société d'assurer des efficacités opérationnelles.

- Le 10 novembre 2017, la Société a signé un contrat de location d'une durée de sept ans assorti d'options de renouvellement pour les quelque vingt années suivantes visant une installation de production d'une superficie de 43 000 pieds carrés située dans l'Ouest canadien. Ce contrat de location est classé en tant que contrats de location simple et l'engagement total estimatif s'établit à environ 4 300 000 \$ sur le terme de sept ans. La Société a obtenu des modalités avantageuses, notamment une remise au locataire qui finance une portion importante des dépenses d'investissement prévues pour mettre en place l'installation, des hausses de loyers restreintes sur la durée du contrat de location et le droit d'agrandir dans les espaces adjacents pour soutenir la croissance future.

Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS

Dans cette rubrique, on y décrit les paramètres et les mesures financières non conformes aux IFRS qu'utilise la Société dans le présent rapport de gestion. On y fait également un rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, le cas échéant. Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS; donc, elles pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures financières non conformes aux IFRS constituent des renseignements additionnels en complément des mesures conformes aux IFRS et qui permettent de mieux comprendre les résultats d'exploitation de la Société du point de vue de la direction. Par conséquent, ces mesures ne doivent pas être considérées individuellement ni perçues comme étant un substitut à une analyse de notre information financière aux termes des IFRS et elles doivent être lues conjointement avec les états financiers pour les périodes indiquées.

Abonnés actifs

La direction définit un abonné actif comme un abonné qui doit recevoir une livraison ou qui a décidé de suspendre la livraison pour le prochain cycle de livraison hebdomadaire. Les abonnés actifs ne tiennent pas compte des abonnements annulés. La direction estime que le paramètre des abonnés actifs est utile puisqu'il reflète les produits futurs. La Société présente le nombre d'abonnés actifs à l'ouverture et à la clôture de la période, arrondi en milliers. Le paramètre des abonnés actifs ne constitue pas une mesure financière.

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2017	2016
Nombre d'abonnés actifs à l'ouverture	31 000	3 000
Variation nette du nombre d'abonnés actifs	14 000	5 000
Nombre d'abonnés actifs à la clôture	45 000	8 000

Ventes de marchandises brutes

Les ventes de marchandises brutes mesurent la valeur totale des ventes au détail des marchandises par la Société avant la prise en compte de tous les incitatifs et crédits compris dans les produits. Les incitatifs et crédits comprennent surtout des stimulants lors de l'abonnement, sous forme généralement d'un rabais offert aux nouveaux abonnés actifs lors de leur première livraison. Les ventes de marchandises brutes constituent une mesure financière non conforme aux IFRS. La direction est d'avis qu'il s'agit d'une mesure utile des produits, car, compte non tenu des incitatifs composés surtout de stimulants lors de l'abonnement et des crédits, elle est représentative des produits futurs qui seront générés.

Le tableau présente un rapprochement des produits et des ventes de marchandises brutes :

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2017	2016
Produits	11 235 882	2 192 468
Incitatifs et crédits inclus dans les produits	2 039 118	363 318
Ventes de marchandises brutes	13 275 000	2 555 786

Bénéfice brut ajusté et marge brute ajustée

Le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée mesurent le bénéfice brut et la marge brute en fonction de la valeur des ventes au détail. Le bénéfice brut ajusté est calculé comme des ventes de marchandises brutes moins le coût des marchandises vendues. La marge brute ajustée est exprimée en pourcentage et calculée comme étant le bénéfice brut ajusté divisé par les ventes de marchandises brutes. Le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée sont des mesures financières non conformes aux IFRS. La direction estime que le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée sont des mesures de rendement financier utiles, car les ventes de marchandises brutes reflètent les produits futurs qui seront générés et, par conséquent, le bénéfice brut et la marge brute futurs.

Le tableau suivant fait le rapprochement du bénéfice brut ajusté et de la marge brute ajustée :

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2017	2016
Ventes de marchandises brutes	13 275 000	2 555 786
Coût des marchandises vendues	9 175 618	1 864 095
Bénéfice brut ajusté	4 099 382	691 691
Marge brute ajustée	30,9 %	27,1 %

BAIIA, BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

Le BAIIA s'entend du bénéfice net ou de la perte nette, compte non tenu des charges financières nettes, de l'amortissement, et de la charge d'impôt. Le BAIIA ajusté se définit comme étant le BAIIA, exclusion faite de la charge de rémunération fondée sur des actions, car elle est incluse dans la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres et autres éléments qui, selon la direction, ne découlent pas nécessairement des activités normales quotidiennes de la Société et pourraient entraver l'analyse des tendances en matière de rendement. La marge du BAIIA ajusté s'entend du BAIIA ajusté divisé par les produits. Le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures financières non conformes aux IFRS. La direction estime que le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures de rendement financier utiles, car elles permettent d'évaluer la capacité de la Société de saisir les occasions de croissance de façon rentable, de financer ses activités courantes et de rembourser sa dette à long terme. Ces mesures permettent également de faire des comparaisons avec des sociétés dont la structure du capital est différente.

Le tableau suivant fait le rapprochement de la perte nette et du BAIIA, du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté :

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2017	2016
Perte nette	(2 519 833)	(3 112 814)
(Produits financiers nets) charges financières nettes	(19 563)	2 699 051
Amortissements	36 957	7 539
BAIIA	(2 502 439)	(406 224)
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	113 097	–
Charge de rémunération fondée sur des actions	74 180	5 140
BAIIA ajusté	(2 315 162)	(401 084)
Produits	11 235 882	2 192 468
Marge du BAIIA ajusté (%)	(20,6) %	(18,3) %

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2017, le BAIIA ajusté exclut la perte hors trésorerie résultant de la sortie d'immobilisations corporelles de 113 097 \$, car la direction est d'avis que cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

Perte nette ajustée et perte ajustée par action

La perte nette ajustée est définie comme une perte nette ajustée pour les éléments que la direction estime ne pas faire partie comme telle des activités normales quotidiennes de la Société et qui pourraient nuire à l'analyse des tendances en matière de rendement. La perte ajustée par action correspond à la perte nette ajustée divisée par le nombre moyen pondéré de base et diluée d'actions ordinaires en circulation. La perte nette ajustée et la perte ajustée par action sont des mesures financières non conformes aux IFRS. La direction est d'avis que la perte nette ajustée et la perte ajustée par action sont des mesures de rendement utiles, car elles facilitent les comparaisons d'une période à l'autre.

Le tableau suivant présente le rapprochement de la perte nette et de la perte nette ajustée :

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2017	2016
Perte nette	(2 519 833)	(3 112 814)
Perte découlant de la réévaluation des billets convertibles	–	2 691 117
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	113 097	–
Ajustements à la perte nette	113 097	2 691 117
Perte nette ajustée	(2 406 736)	(421 697)

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2017, la perte nette ajustée exclut la perte hors trésorerie de 113 097 \$ résultant de la sortie d'immobilisations corporelles, car, selon la direction, cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

Pour ce qui est du trimestre clos le 30 novembre 2016, la perte nette ajustée ne tient pas compte de la perte hors trésorerie de 2 691 117 \$ découlant de la réévaluation des billets convertibles, car, selon la direction, cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

Dans le tableau qui suit, on y fait le rapprochement de la perte par action, de base et diluée, et de la perte ajustée par action :

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2017	2016
Perte nette par action, de base et diluée	(0,05)	(0,13)
Incidence des ajustements à la perte nette	–	0,11
Perte ajustée par action, de base et diluée	(0,05)	(0,02)

Résultats d'exploitation – Trimestres clos les 30 novembre 2017 et 2016

Dans le prochain tableau figurent les composantes de l'état du résultat net et du résultat global de la Société pour les trimestres clos les 30 novembre 2017 et 2016 :

Trimestres clos les 30 novembre	2017	2016	Variation ¹⁾	Variation (en %)
Produits	11 235 882	2 192 468	9 043 414	412 %
Coûts des marchandises vendues	9 175 618	1 864 095	(7 311 523)	392 %
Bénéfice brut	2 060 264	328 373	1 731 891	527 %
<i>Marge brute</i> ²⁾	18,3 %	15,0 %	3,3 %	s.o.
Frais de vente, charges générales et administratives	4 449 606	734 597	(3 715 009)	506 %
Amortissements	36 957	7 539	(29 418)	390 %
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	113 097	–	(113 097)	s.o.
(Produits financiers nets) charges financières nettes	(19 563)	2 699 051	2 718 614	101 %
Perte nette représentant le résultat global	(2 519 833)	(3 112 814)	592 981	19 %

¹⁾ Une variation positive constitue une incidence favorable sur la perte nette alors qu'une variation négative représente une incidence défavorable sur la perte nette. La variation en pourcentage est présentée comme une valeur absolue.

²⁾ La marge brute est calculée comme étant le bénéfice brut divisé par les produits et elle est exprimée en pourcentage.

Explication des variations entre le trimestre clos le 30 novembre 2017 et le trimestre clos le 30 novembre 2016

- L'augmentation des produits est stimulée principalement par la croissance persistante du nombre d'abonnés actifs.
- La hausse du bénéfice brut s'explique avant tout par la croissance persistante du nombre d'abonnés actifs alors que celle de la marge brute résulte pour l'essentiel des coûts unitaires moindres afférents à l'emballage.
- Les frais de vente, charges générales et administratives ont augmenté en raison surtout d'une hausse des coûts de marketing et des salaires imputable au nombre plus élevé de membres du personnel administratif qui ont été embauchés pour soutenir la croissance de la Société.
- La hausse des amortissements résulte de l'acquisition d'immobilisations corporelles à l'échelle de toutes les catégories d'actifs, y compris les actifs détenus et les améliorations locatives effectuées à la nouvelle installation de production de la Société à Montréal.

- L'augmentation de la perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles est attribuable à la sortie de matériel et d'outillage de l'ancienne installation de production de Montréal de la Société.
- La baisse des charges financières nettes est attribuable en grande partie à la diminution de la perte inscrite lors de la réévaluation des billets convertibles par suite de leur conversion en actions ordinaires de la Société au cours de l'exercice 2017. Aucun autre ajustement de l'évaluation de la juste valeur n'est nécessaire.
- La diminution de la perte nette découle surtout de la baisse des charges financières nettes et de la hausse du bénéfice brut contrebalancées en partie par l'augmentation des frais de vente et des charges générales et administratives.

Situation financière

Le tableau suivant présente une analyse de l'état de la situation financière de la Société au 30 novembre 2017 par rapport au 31 août 2017 :

	30 novembre 2017	31 août 2017	Variation
Total des actifs	22 096 157	21 310 242	785 915
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>			
Trésorerie	16 558 880	17 544 583	(985 703)
Montants à recevoir au titre des taxes de vente	936 977	773 462	163 515
Stocks	654 190	382 374	271 816
Immobilisations corporelles	3 473 716	2 300 147	1 173 569
Total des passifs	8 190 231	4 958 663	3 231 568
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>			
Créditeurs et charges à payer	4 566 857	3 605 817	961 040
Produits différés	1 238 824	841 037	397 787
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	2 384 550	511 809	1 872 741
Total des capitaux propres	13 905 926	16 351 579	(2 445 653)
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>			
Déficit	(13 694 535)	(11 174 702)	(2 519 833)

Explication des variations survenue entre le 31 août 2017 et le 30 novembre 2017

- La diminution de la trésorerie est attribuable à la perte nette et aux dépenses d'investissement liées à la construction de la nouvelle installation de production de la Société à Montréal.
- La hausse des montants à recevoir au titre des taxes de vente rend compte de la croissance et des dépenses d'investissement de la Société pour le trimestre clos le 30 novembre 2017.
- L'augmentation des stocks est attribuable à la croissance de la Société dans le cadre de laquelle la hausse des stocks de nourriture et la hausse de matériel d'emballage cadrent généralement avec les tendances des produits hebdomadaires et mensuels, respectivement.
- L'augmentation des immobilisations corporelles s'explique avant tout par des dépenses d'investissement liées à la nouvelle installation de production de la Société à Montréal qui, au 30 novembre 2017, était toujours en cours de construction. Au cours du trimestre clos le 30 novembre 2017, la Société a commencé à amortir environ 1 050 000 \$ au titre des immobilisations corporelles qui étaient en cours de construction au 31 août 2017.
- Les créiteurs et charges à payer ont augmenté du fait surtout de la hausse des dettes fournisseurs et des charges à payer attribuable à la croissance de la Société.
- La hausse des produits différés résulte en grande partie de la croissance des produits liée à l'augmentation continue du nombre d'abonnés actifs.
- L'augmentation du déficit est imputable à la perte nette inscrite pour le trimestre clos le 30 novembre 2017.

Situation de trésorerie et sources de financement**Gestion du capital**

En matière de gestion du capital, l'objectif de la Société consiste à faire en sorte que ses liquidités soient suffisantes pour financer ses activités afin de maximiser la protection du capital et d'offrir des rendements du capital investi concurrentiels. Pour financer ses activités, la Société a compté sur des placements privés de ses actions ordinaires et privilégiées, des billets convertibles et des instruments d'emprunt à long terme, qui sont inclus dans la définition du capital selon la Société. La Société gère ses excédents de trésorerie de façon à faire en sorte qu'elle dispose de réserves suffisantes pour financer ses activités et ses dépenses d'investissement.

Flux de trésorerie

Voici un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les trimestres clos les 30 novembre 2017 et 2016 :

Trimestres clos les 30 novembre	2017	2016	Variation
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(1 393 730)	(45 400)	(1 348 330)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	1 872 741	999 063	873 678
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 464 714)	(84 428)	(1 380 286)
Variation nette de la trésorerie	(985 703)	869 235	(1 854 938)
Trésorerie à l'ouverture de la période	17 544 583	516 130	17 028 453
Trésorerie à la clôture de la période	16 558 880	1 385 365	15 173 515

La variation négative des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation découle pour l'essentiel de l'augmentation de la perte nette ajustée, ce qui a été contrebalancé en partie par une variation favorable du fonds de roulement. La variation positive des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement résulte surtout de l'émission d'un emprunt à terme de 2 500 000 \$ contrée partiellement par le remboursement de la dette à long terme de la Société. La variation négative des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement provient en grande partie des dépenses d'investissement liées à la nouvelle installation de production de la Société à Montréal.

Dette à long terme

Au cours de l'exercice 2018, d'importantes transactions portant sur la dette à long terme ont été conclues comme suit :

- En septembre 2017, la Société a obtenu un engagement auprès d'une banque à charte canadienne afin que celle-ci lui fournisse une facilité de crédit garantie, laquelle se compose d'un emprunt à terme de cinq ans à taux variable d'un montant de 2 500 000 \$, d'une ligne de crédit renouvelable de 500 000 \$ ainsi que d'autres mécanismes de financement à court terme totalisant 300 000 \$. La facilité de crédit est garantie par les stocks et par une hypothèque mobilière de premier rang grevant les actifs de la Société.
- Le 12 octobre 2017, l'emprunt à terme de 2 500 000 \$ portant intérêt à un taux variable correspondant au taux préférentiel de la banque majoré de 3,25 % (6,45 % au 30 novembre 2017) a été déboursé. L'emprunt à terme est remboursable par versements trimestriels égaux de 125 000 \$, du 30 novembre 2017 au 31 août 2022. Le produit tiré de l'emprunt à terme a été utilisé pour refinancer la dette à long terme de la Société et financer les dépenses d'investissement et a également servi à d'autres fins générales de l'entreprise. La facilité de crédit comprend des clauses restrictives de nature financière que la Société respectait au 30 novembre 2017.

Obligations contractuelles

Le tableau qui suit présente les montants dus aux échéances contractuelles des passifs financiers, y compris les paiements d'intérêts estimés, ainsi que les engagements à l'égard des contrats de location simple au 30 novembre 2017 :

	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	4 566 857	4 566 857	–	–
Dette à long terme	2 781 721	655 313	2 126 408	–
Contrats de location simple	7 172 370	769 746	4 728 361	1 674 263
	14 520 948	5 991 916	6 854 769	1 674 263

Principales données trimestrielles

Dans le tableau suivant, on y présente les produits, la perte nette, la perte nette ajustée, la perte par action, de base et diluée, et la perte ajustée par action, de base et diluée, des huit derniers trimestres :

Trimestres clos les	Produits	Perte nette	Perte nette ajustée	Perte par action, de base et diluée ¹⁾	Perte ajustée par action, de base et diluée
30 novembre 2017	11 235 882	(2 519 833)	(2 406 736)	(0,05)	(0,05)
31 août 2017	7 488 379	(3 770 110)	(2 312 279)	(0,08)	(0,05)
31 mai 2017	6 428 446	(1 216 635)	(860 830)	(0,05)	(0,03)
28 février 2017	3 686 947	(1 766 488)	(207 887)	(0,07)	(0,01)
30 novembre 2016	2 192 468	(3 112 814)	(421 697)	(0,13)	(0,02)
31 août 2016	995 984	(366 520)	(325 235)	(0,01)	(0,01)
31 mai 2016	928 433	(344 794)	(194 350)	(0,01)	(0,01)
29 février 2016	562 005	(420 940)	(270 363)	(0,02)	(0,01)

¹⁾ La somme de la perte de base et diluée par trimestre pourrait ne pas équivaloir à la perte de base et diluée depuis le début de l'exercice du fait que les chiffres ont été arrondis.

Gestion des risques financiers

Risque de liquidité

Le risque de liquidité découle de l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations en temps opportun ou à un coût raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins en matière d'exploitation. La Société prépare son budget et ses prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour s'acquitter de ses obligations.

Pour l'exercice prenant fin le 31 août 2018, les pertes d'exploitation attendues qui seront imputables à la croissance continue du nombre d'abonnés actifs de la Société et les dépenses d'investissement engagées pour la construction des installations de production devraient réduire le solde de trésorerie de la Société et sa situation de trésorerie eu égard au 30 novembre 2017, en l'absence d'un financement supplémentaire. D'après la direction, les fonds en caisse de la Société et la capacité de financement fourniront les sources adéquates de liquidités afin de satisfaire aux exigences à court terme, de financer les dépenses d'investissement prévues ainsi que toutes pertes d'exploitation.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement son exposition au risque de crédit et prend des mesures pour réduire la probabilité que cette exposition se traduise par une perte. L'exposition de la Société au risque de crédit est principalement attribuable à sa trésorerie de même qu'à ses placements à court terme et à ses dépôts bancaires inclus dans les autres actifs courants. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers. La direction est d'avis que ce risque de crédit est limité puisque la Société traite avec de grandes institutions financières en Amérique du Nord.

Risque d'entreprise

Il y a lieu de consulter la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 que l'on retrouve sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com pour une analyse plus poussée des facteurs de risque de la Société.

Exigences additionnelles en matière de financement

La Société pourrait devoir avoir recours à du financement additionnel dans l'avenir pour atteindre les objectifs énoncés à la rubrique « Perspectives financières » du présent rapport de gestion, du fait de la croissance réalisée et attendue du nombre d'abonnés actifs, de l'investissement prévu dans les activités, les services logistiques, l'automatisation et la technologie, et de la possibilité qu'elle inscrive encore des pertes d'exploitation.

Arrangements hors bilan

Les arrangements hors bilan qu'a pris la Société consistent en des obligations au titre de contrats de location simple dont il est question à la note 10 afférente à ses états financiers intermédiaires résumés du trimestre clos le 30 novembre 2017. À l'heure actuelle, la Société n'a aucun autre arrangement hors bilan qui a ou qui serait susceptible d'avoir une incidence actuelle ou future sur sa situation financière, les variations des produits et des charges, les résultats d'exploitation, la situation de trésorerie, les dépenses d'investissement ou sur les sources de financement d'importance.

Instruments financiers

Politique en matière d'investissement

La Société investit son excédent de trésorerie dans des placements comportant diverses échéances et qui sont choisis en fonction du calendrier prévu des placements ou des dépenses devant être engagées pour les activités poursuivies.

Billets convertibles

La Société a classé ses billets convertibles en tant que passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les variations de la juste valeur des billets, y compris l'incidence des intérêts courus, sont comptabilisées dans les charges financières nettes.

Au 30 novembre 2017 et au 31 août 2017, aucun billet convertible n'était en circulation.

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2016, la Société a émis des billets convertibles d'une valeur nominale de 1 000 000 \$ et a comptabilisé une perte de 2 691 117 \$ lors de la réévaluation de la juste valeur.

Il y a lieu de se reporter aux notes 12 et 21 afférentes aux états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 pour de plus amples renseignements sur les billets convertibles.

Dérivés

La Société n'a conclu aucun dérivé au cours du trimestre clos le 30 novembre 2017.

Clauses restrictives de nature financière

Comme il en est question à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion, la facilité de crédit garantie de la Société comprend des clauses restrictives de nature financière pouvant limiter la capacité de la Société de conclure des transactions ou de saisir des occasions d'affaires. Au 30 novembre 2017, la Société respectait ces clauses restrictives de nature financière.

Données sur les actions en circulation

Au 10 janvier 2018, la Société détenait 47 753 832 actions ordinaires émises et en circulation, 851 955 options sur actions en circulation et 405 002 options de rémunération de mandataires en circulation.

Pour un complément d'information à propos des options de rémunération de mandataires, il y a lieu de se reporter à la note 14 des états financiers consolidés de la Société de l'exercice clos le 31 août 2017. Pour un complément d'information à propos des options sur actions, il y a lieu de se reporter à la note 11 des états financiers intermédiaires résumés de la Société du trimestre clos le 30 novembre 2017.

Information sectorielle

La Société n'a qu'un secteur isolable étant donné que nos principales activités s'articulent autour du développement et de la prestation de service sur le marché canadien des paniers-repas.

Estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les principales estimations comptables et hypothèses de la Société pour le trimestre clos le 30 novembre 2017 comprennent l'estimation du pourcentage d'utilisation au titre des crédits de vente et de référence inclus dans les produits différés et la recouvrabilité de l'impôt différé. La Société recourt au jugement pour fixer la date à laquelle les immobilisations corporelles sont disponibles en vue de leur utilisation prévue.

Récents prises de position comptable

Aucun changement n'est survenu à ce chapitre, il y a donc lieu de se reporter aux états financiers consolidés de la Société de l'exercice clos le 31 août 2017.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Conformément au contrôle interne à l'égard de l'information financière décrit dans le Règlement 52-109 - *Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la Société a enclenché un processus de conception et de mise en oeuvre de contrôles internes afin de fournir l'assurance raisonnable que l'information qu'elle doit présenter dans ses documents déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation et à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction de la Société continue de concevoir, d'élargir la portée et de perfectionner de tels contrôles afin de minimiser les risques à cet égard.